

LA CORRUPTION EST DEVENUE UN FLÉAU AUX ÉTATS-UNIS

Que pourra faire Obama pour la contrer ?

La corruption, sous toutes ses formes, est importante aux Etats-Unis, même si nombre de pseudo-indicateurs internationaux d'évaluation, publiés chaque année, n'en font pas état, attribuant des notes plus que généreuses à ce pays.

Le nouveau président américain a évoqué ce fléau dans son discours d'investiture (voir extraits ci-contre), tant par rapport «à ceux qui s'accrochent au pouvoir par la corruption...» dans d'autres pays, qu'à ceux aux Etats-Unis qui «gèrent les dollars publics» et «devront rendre des comptes».

N'oublions pas que la crise financière mondiale actuelle — fraudes en tous genres, escroqueries à très grande échelle, absence de transparence dans la gestion des banques, folles spéculations tous azimuts, explosion des paradis fiscaux, etc. — est née aux Etats-Unis. Que pourra faire Obama contre la corruption dans son pays ? Le ver est dans le fruit. Même avec la meilleure volonté politique du monde — est-ce le cas ? —, sa marge de manœuvre est étroite. Sauf à vouloir faire une révolution... Nous évoquons ci-dessous quelques scandales, parmi tant d'autres, qui ont marqué l'actualité américaine ces dernières années. Lutter contre la corruption, «yes we can» ?

Djilali Hadjadj

«A ceux qui s'accrochent au pouvoir par la corruption...»

Nous publions ci-dessous des extraits du discours du nouveau président américain lors de son investiture le 20 janvier dernier.

«Notre économie est sérieusement affaiblie, conséquence de l'avidité et de l'irresponsabilité de certains, mais aussi de notre échec collectif à opérer des choix difficiles et à préparer le pays pour une nouvelle ère...

...En ce jour, nous proclamons la fin des rancunes mesquines et des promesses non tenues, des récriminations et des dogmes éculés qui ont trop longtemps étranglé notre politique...

...Notre cheminement n'a jamais fait de raccourcis et de résignation. Cela n'a pas été le chemin des timorés, de ceux qui préfèrent l'oisiveté au travail ou ne recherchent que les plaisirs des richesses et de la gloire...

...Et ceux d'entre nous qui gèrent les dollars

publics devront rendre des comptes, pour dépenser sagement, changer les mauvaises habitudes et travailler au grand jour, parce que ce n'est qu'ainsi que nous pouvons restaurer la confiance cruciale entre un peuple et son gouvernement...

...La question n'est pas non plus de savoir si le marché est une force bonne ou mauvaise. Sa capacité à générer de la richesse et étendre la liberté est sans égale, mais cette crise nous a rappelé que sans un œil attentif, le marché peut échapper à tout contrôle et que la nation ne peut pas prospérer quand elle ne donne qu'à ceux qui sont prospères...

...A ceux qui s'accrochent au pouvoir par la corruption, la tromperie et en réduisant la contestation au silence, sachez que vous êtes du mauvais côté de l'histoire...».

Le siège de l'ex-sénateur Obama mis «en vente»...

Pour rappel, le gouverneur de l'Illinois, l'Etat dont le nouveau président américain, Barack Obama, était sénateur, avait été arrêté, mardi 9 décembre 2008, sur des accusations de corruption. Il est accusé d'avoir tenté de vendre le siège vacant au Sénat du démocrate Barack Obama, après que ce dernier eut été élu président des Etats-Unis, le 4 novembre 2008. Le gouverneur démocrate et son chef du personnel sont également accusés d'avoir menacé de suspendre l'aide de l'Etat de l'Illinois au groupe de presse du *Chicago Tribune* afin de «provoquer une purge des éditorialistes du journal», avait indiqué le bureau du procureur dans un communiqué. «L'ampleur de la corruption contenue dans ces inculpations est stupéfiante», avait

ajouté le procureur. «Les inculpations révèlent clairement que le bureau du gouverneur n'était plus rien d'autre qu'un vecteur d'enrichissement personnel (...) tirant la vie politique de l'Illinois vers un niveau encore plus bas», avait déclaré un agent spécial au bureau de Chicago du FBI.

...Le journaliste qui a tout révélé, «refusant» 100 millions de dollars !

John McCormick est le fameux journaliste dont le gouverneur de l'Illinois voulait la tête. Celui qu'il rêvait de faire limoger du comité éditorial du *Chicago Tribune*. En échange de la mise à l'écart de plusieurs éditorialistes critiques, le gouverneur se proposait de donner son feu vert à l'octroi d'une aide financière de 100

millions de dollars au propriétaire du journal. «Je constate surtout que cela n'a pas marché ! précise John McCormick, en riant. Je me sens plutôt honoré d'être mis en balance avec 100 millions de dollars. Et surtout reconnaissant à mon employeur, si les allégations portées par le procureur sont réelles.» Depuis que le scandale a rattrapé ce gouverneur, accusé par le procureur des Etats-Unis d'avoir tissé une véritable toile de corruption autour de son poste, le journal est mobilisé vingt-quatre heures sur vingt-quatre. John McCormick, chef adjoint du comité éditorial, dit avoir reçu un coup de fil d'un ancien professeur de journalisme. «Elle m'a dit : "100 millions ? Je n'aurais pas misé deux dollars sur toi !"», raconte-t-il en riant.

LES PROFITEURS DE LA GUERRE D'IRAK

Les surfacturations de la société américaine de services pétroliers Halliburton, en Irak, auraient coûté plusieurs milliards de dollars au contribuable américain. Halliburton, longtemps dirigée par le vice-président américain Dick Cheney (en poste jusqu'au 20 janvier 2009), aurait facturé pour plus d'un milliard de coûts «considérés comme inacceptables», qu'ils soient «déraisonnables» ou non justifiables par les termes du contrat. En outre, des coûts s'élevant à 422 millions de dollars (347 millions d'euros) ont été qualifiés de «non justifiés», les documents fournis par Halliburton ayant été insuffisants pour déterminer s'ils étaient ou non acceptables. Cheney a été rémunéré par Halliburton, jusqu'à 2007.

Une enquête, qui fait également état des conditions douteuses d'attribution de contrats à Halliburton, avait souligné que cette nouvelle estimation des surfacturations de la société

représentait plus qu'un doublement des chiffres avancés jusqu'à présent, qui faisaient état de 200 millions de dollars (164 millions d'euros) pour la fourniture de repas et de 218 millions de dollars (179 millions d'euros) pour l'importation d'essence en Irak.

Durant une audition organisée par les parlementaires démocrates sur ces surfacturations, un ancien employé de la filiale de Halliburton KBR, chargé de la cantine au Camp Anaconda (90 km au nord-ouest de Bagdad), a raconté que des responsables de la société non seulement faisaient tout pour éviter les auditeurs envoyés par le Pentagone, mais même qu'ils interdisaient aux autres employés de leur parler, sous peine d'être envoyés dans des sites plus dangereux. Ce «petit» scandale Halliburton n'était que la partie visible de l'iceberg de l'énorme corruption qui sévit en Irak depuis l'occupation de ce pays par l'armée américaine.



Les effets pervers et corrupteurs des lobbyistes (*)

La corruption du sénateur républicain de l'Alaska, Ted Stevens, si elle est prouvée, était relativement mineure. A peine 250 000 dollars de travaux de rénovation et de cadeaux, selon les accusations rendues publiques le 29 juillet 2008. Mais ces pratiques sont en fait répandues dans tous les Etats-Unis et représentent des sommes non négligeables. Le Congrès américain (Parlement) prend bien trop de décisions sous l'influence des lobbys et des intérêts particuliers, ignorant l'optimum économique. Et cela a un coût pour l'économie. Ancien président de la Commission des appropriations, M. Stevens est à l'origine de la multiplication de projets spéciaux «marquants» attachés aux différents textes votés par ses collègues du Congrès. Leur addition représente 29 milliards de dollars en 2006. Le nombre de ces projets était en hausse de 650% en 2006 par rapport à 1994 et leur coût en augmentation de 270% sur la même période. Les lobbyistes, souvent à l'origine de ces initiatives «marquantes», ont eux-mêmes proliféré, 24% de plus entre 2000 et 2007, et en dépense, 84% de hausse sur la même période. Le coût pour l'économie des dérives du Parlement va bien au-delà de ces projets. Prenons par exemple Fannie Mae et Freddie Mac, les géants du marché hypothécaire américain. Même en considérant

qu'étendre l'accès à la propriété à toutes les catégories de revenus est un bon objectif politique, les deux «entreprises sponsorisées par l'Etat» représentent un moyen inefficace de l'atteindre. Elles mélangent l'appétit pour le profit du secteur privé avec les subventions du contribuable et le soutien du gouvernement en cas d'échec. La loi sur le logement de 300 milliards de dollars (193 milliards d'euros) signée en 2008 par le président américain George Bush impose un petit nombre de contrôles supplémentaires à ses institutions, mais ne cherche pas à limiter l'engagement du contribuable pour les renflouer. Le lobbying et les projets particuliers sont en eux-mêmes des formes légales de corruption. Ils impliquent directement de l'argent public pour obtenir en contrepartie des financements de campagne ou des voix. M. Stevens personnifiait cela à Washington. Il était aussi exemplaire de l'inculture économique au Congrès. Cette ignorance, plus encore que n'importe quelle forme de corruption, coûte de plus en plus cher à l'économie américaine.

(*) **Lobbyistes** : membres d'un groupe de pression. Le lobbying est une activité qui consiste à procéder à des interventions destinées à influencer directement ou indirectement la prise d'une décision.

Un shérif affamait les détenus pour se remplir les poches avec l'argent destiné à leur nourriture

Il arrive parfois que le shérif finisse en prison. C'est ce qui est arrivé à Greg Bartlett, d'un comté du nord de l'Alabama, aux USA. Un juge lui a reproché d'affamer les détenus de la prison locale. Le shérif profitait d'une loi passée pendant la Grande Dépression et prévoyant que le responsable qui nourrirait les détenus pour moins cher que la subvention publique pourrait garder l'argent pour lui (il s'agissait d'éviter le gaspillage). Greg Bartlett percevait 1,75 dollar par jour par détenu. Il avait trouvé moyen de rogner sur le breakfast et le poulet du soir. En trois ans, il a doublé son salaire annuel (mais il a déclaré les extras au fisc). Certains détenus avaient, eux, perdu 10 kilos. Après avoir goûté lui-même la nourriture de la prison pendant 24 heures, il a accepté de fournir des menus plus équilibrés et il a été libéré.

En 2006, deux policiers new-yorkais condamnés à la prison à vie pour avoir tué pour le compte... de la mafia !

Deux anciens policiers de New York décorés, qui ont travaillé au noir comme tueurs à gage pour la mafia, ont écopé de la peine la plus lourde, la prison à vie. Les deux partenaires ont été jugés coupables, en avril 2006, d'avoir participé à huit meurtres, entre 1986 et 1990, pour le compte de la famille mafieuse Luchese, alors qu'ils servaient dans la police new-yorkaise. Les procureurs ont expliqué que les deux policiers avaient commis eux-mêmes certains des meurtres et avaient donné les autres victimes à la mafia. Ils recevaient 4 000 dollars par mois de la part du numéro deux de cette famille mafieuse, à qui ils ont également procuré des renseignements confidentiels. Pour les meurtres, les deux policiers ont reçu 65 000 dollars chacun.

En 2004, un sénateur avait levé le voile sur les intrigues au Pentagone

Le sénateur républicain de l'Arizona, John McCain, candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, avait rendu publics en 2004 des courriels montrant des intrigues qui ont agité le Pentagone, ministère américain de la Défense. Le but était de sauver un contrat surfacturé avec Boeing. L'affaire impliquait le secrétaire de l'armée de l'air démissionnaire. Selon ces documents, un des chefs de l'US Air Force avait demandé à un lobbyiste de Boeing d'user de son influence pour faire pression sur un sous-secrétaire adjoint à la Défense qui trouvait trop chère une proposition de Boeing pour la location-vente de 100 avions ravitailleurs B767. Ce contrat s'élevait à 23 milliards de dollars. «Faites-lui payer le prix qu'il mérite» pour son opposition à ce contrat, avait-il ainsi écrit en 2003. Le sénateur McCain avait affirmé à l'époque, au Sénat, que les courriels révélaient «une défaillance systémique de l'US Air Force pour superviser la manière dont ses contrats sont attribués, un aveuglement volontaire ou une corruption de la hiérarchie». Le 1^{er} octobre 2004, une ancienne responsable des achats de l'armée de l'air a été reconnue coupable de «collusion criminelle» contre le gouvernement américain et condamnée à neuf mois de prison. Elle avait reconnu avoir fourni à Boeing des informations confidentielles sur l'offre concurrente de l'europpéen Airbus, avant d'être recrutée par Boeing.